

« Les dépenses publiques favorisent-elles la croissance économique ? »

L'importance accordée aux dépenses publiques dans le contexte actuel met clairement en avant un débat. L'interrogation porte sur les effets sur la conjoncture compte tenu de la santé des finances publiques des différents pays. Effectivement, ces dépenses publiques sont réalisées par l'État au sens large : elles regroupent les dépenses de l'organe central mais aussi celles des collectivités territoriales et celles de la sécurité sociale. Certains considèrent que ces dépenses sont nécessaires pour stimuler la croissance économique représentant la hausse des richesses d'une nation mesurées par le produit intérieur brut. D'autres mettent en avant les effets pervers de ces dépenses qui n'auraient que pour effet d'augmenter les déséquilibres nationaux.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les nations ont massivement eu recours à la dépense publique dans le cadre de la reconstruction. Les investissements publics étaient très importants, en témoigne les grands travaux d'infrastructure. De ce fait, cette période a été caractérisée par une très forte croissance économique. La hausse des dépenses publiques a été moins forte à partir des années 80 notamment du fait de la prise en compte d'un endettement public excessif. De plus, dans les années 90, les pays européens ont du faire en sorte de répondre aux objectifs de Maastricht qui sont de limiter le déficit public à 3% du PIB et la dette à 60% du PIB. Parallèlement, la conjoncture internationale s'est détériorée ; la phase d'expansion des trente glorieuses laissant place à un certain nombre de cycles courts marquant une certaine instabilité économique.

De ce fait, il convient de savoir dans quelles mesures les dépenses publiques représentent une source de croissance économique.

Dans un premier temps, ce travail montera que les dépenses publiques représentent une réelle source de croissance économique. Puis, dans une seconde partie, les limites de cette relation seront exposées.

1. Les dépenses publiques comme source de croissance économique

1.1. L'existence d'une relation directe

- ➔ Un effet multiplicateur de dépenses publiques : théoriquement une hausse de l'investissement public engendre une hausse du revenu nationale plus importante (notamment lorsque la propension marginale à consommer est élevée)
- ➔ Un moyen de substituer la demande privée en période de crise d'après la vision keynésienne : confère les plans de relance au lendemain de la crise financière, la prime à la casse...

1.2. Les effets indirects

- ➔ Investissement dans l'éducation → hausse du capital humain → hausse de la production (du point de vue des théoriciens de la croissance endogène)
- ➔ Investissement dans la recherche publique → développement du progrès technique → gains de productivité → croissance économique

2. Les limites de cette relation

2.1. L'inutilité de certaines dépenses

Certaines dépenses sont peu porteuses de valeur ajoutée :

- ➔ Certaines dépenses publiques locales sont inutiles notamment certains services de la fonction publique territoriale
- ➔ En parallèle, la part de l'investissement productif dans les dépenses totales de l'État est très faible alors que ces dépenses sont réellement porteuses de croissance et d'emploi

2.2. L'impact néfaste sur les déséquilibres budgétaires

- ➔ Hausse des dépenses publiques → hausse des déséquilibres budgétaires → hausse du risque de faillite de l'État dans le contexte actuel → hausse des taux d'intérêt sur la dette souveraine → hausse des taux d'intérêt sur les dettes privées (fortement liés) → baisse de l'investissement privé
- ➔ Il n'est pas cohérent d'augmenter les dépenses publiques dans la zone euro actuellement vis-à-vis du pacte de stabilité.